

**PCF**  
Parti communiste français

Fédération de Seine et Marne

264 rue de la Justice BP 118 - 77004 Melun Cedex  
Tél : 01.64.79.75.10 - Fax : 01.64.79.75.15  
mail : pcf77@wanadoo.fr

**INFO FEDE**  
**Seine et Marne**

9 Octobre 2014

## Une autre politique est possible

**Malgré tous les mauvais chiffres dont, le dernier en date, l'augmentation de la dette publique, le gouvernement continue d'enfoncer notre pays dans une crise majeure pour sauver les capitalistes.**

**T**out ça pour rien ? Car rien n'y fait, aucune coupe sombre dans les dépenses publiques ni aucun cadeau au patronat, on continue de s'enfoncer. Les chiffres sont tombés cette semaine : la dette publique a passé au second trimestre la barre des 2 000 milliards d'euros... en avance de six mois sur les prévisions du gouvernement ! Tout ça pour rien ? Non, car les dividendes versés aux actionnaires s'envolent !

### LE MONDE À L'ENVERS

Le nouveau coup de rabot dans le budget de la branche famille de la Sécurité sociale (700 millions d'euros "d'économies" qui se traduiront par des coupes dans certaines prestations) confirme, s'il en était besoin, que malgré l'aggravation de la crise et l'extension de ses ravages sociaux et économiques en France et en Europe, le gouvernement est décidé à poursuivre dans les logiques austéritaires imposées depuis Bruxelles. à l'origine de la Sécurité sociale, fondée par le ministre communiste Ambroise Croizat, il y avait l'idée que la richesse produite dans les entreprises devait être mise au service de la santé de tous et de la nation. Aujourd'hui, c'est la santé de tous qui est mise à mal pour contribuer à la richesse financière des entreprises et de leurs actionnaires, alors même

que le patronat ne s'engage sur rien et veut tout, et que l'emploi est au coeur du financement de la protection sociale. C'est le monde à l'envers car ce n'est pas la santé qui coûte cher, c'est le capital. En aggravant la spirale dépressive de l'austérité, le gouvernement fait le sale boulot des patrons et des financiers qui n'ont en tête qu'une chose : faire remonter les profits pour donner plus d'argent aux actionnaires.



### DEUX EXEMPLES

Une autre politique est possible. D'abord, au lieu d'encourager le dumping social et de grossir le chômage, il faut soutenir l'embauche. Mais il faut aussi une augmentation significative des salaires, allocations, retraites et minima sociaux. Cela stimulera une reprise économique par la demande, cela donnera en outre plus de recettes sous forme de cotisations dans les caisses des organismes sociaux. Plutôt que de les casser en les livrant au privé, il faut défendre et améliorer nos services publics, y comterritoriaux car ils sont la pierre angulaire de la cohésion et de la solidarité nationale. Voilà deux exemples, on pourrait en citer d'autres comme l'utilisation du crédit bancaire comme outil stimulant une réelle politique industrielle plutôt que machine à spéculer. Ces orientations, qui tournent le dos aux dogmes du libéralisme, ont permis de sortir notre pays de la grave crise de l'après guerre. Elles étaient au coeur du programme du Conseil National de la Résistance que le patronat aujourd'hui, avec non seulement l'aval mais la complicité active du gouvernement, veut finir de mettre en lambeaux. Ne les laissons pas faire car, oui, une autre politique est possible.

### AGENDA

- **Vendredi 10/10**  
Réforme territoriale  
- distribution de l'appel  
(congrès des maires du 77)
- **Lundi 13/10**  
- Exécutif départemental
- **Mercredi 15/10**  
- conseil national
- **Jeudi 16/10**  
- Manifestation intersyndicale  
« Contre l'austérité »
- **Samedi 18 et dimanche 19**  
- 73<sup>ème</sup> anniversaire des exécutions de Châteaubriant
- **Lundi 20/10**  
- conseil départemental
- **8 et 9 novembre**  
- conférence nationale

# Riposte et alternative : c'est maintenant

**Assemblées de militants, conférences de section... Engagés dans la préparation de la conférence nationale du PCF des 8 et 9 novembre à Montreuil, les communistes débattent de la stratégie du Parti et de sa mise en oeuvre. En lien avec les mobilisations en cours, ils décident d'initiatives pour construire une alternative à l'austérité.**

## 1000 RENCONTRES

### Rencontres pour l'alternative, ambitions et mode d'emploi

Le Conseil national du 19 septembre a décidé de l'organisation d'un millier de rencontres pour construire une alternative à l'austérité. Loin d'être un coup politique, cette initiative, qui s'inscrit dans la durée, vise à ancrer ce débat essentiel dans les territoires, au plus près des hommes et des femmes de gauche qui ne se reconnaissent pas dans la politique actuelle. Elle s'articule avec la visite de Pierre Laurent dans les régions qui devrait débiter minovembre et le travail de réflexion sur le projet, dont un temps fort est prévu les 8 et 9 novembre lors de la conférence nationale.

Ce débat citoyen sur l'alternative constitue en fait une réponse à l'impasse dans laquelle la politique d'austérité conduit le pays et à la crise de la politique qui en résulte.

Conçu pour rassembler largement, il s'adresse, sans a priori, aux militants, aux électeurs de gauche, aux acteurs des mobilisations en cours, à toutes celles et tous ceux qui contestent la politique actuelle et cherchent une issue progressiste.

### Donner du contenu au rassemblement

Le contenu de ces rencontres est variable. Il peut revêtir un caractère d'ordre général avec une discussion sur la situation et la perspective à construire. Il peut aussi s'organiser autour de thèmes particuliers. Afin de lui donner une cohérence nationale, quatre grandes questions sont avancées :

- La relance sociale opposée à l'austérité, en lien avec le débat sur la loi de finances qui s'ouvre au Parlement.
- Les priorités d'une politique de gauche pour construire une société d'égalité, de justice et de liberté. Des valeurs aujourd'hui mises à mal.
- La VI<sup>e</sup> République, pour une nouvelle ère de la démocratie dans les institutions, les territoires et les entreprises.

- Une France non alignée capable de faire entendre la voix de la paix et de la coopération dans le monde.

### Une nouvelle étape du Front de gauche

Ces initiatives tournées vers l'action peuvent, à l'échelle des territoires comme au plan national, constituer une relance efficace du Front de gauche en contribuant à son élargissement et à son enracinement populaire. La préparation de ces rencontres comme leur tenue sont donc mises à la disposition de toutes les composantes du Front de gauche et, au-delà, à celles et ceux qui le souhaitent (militants politiques, syndicaux, associatifs, citoyens...). Ces rencontres pourraient converger, le temps venu, vers une grande initiative nationale.

Pour aider à leur préparation, outre la réédition à un million d'exemplaires des cartes-pétitions qui ont connu un beau succès à la Fête de l'Humanité, un kit de communication a été édité. (affiches - cartes pétitions et auto-collants) disponible à la fédération.

### Des premières dates de réunion dans les sections

## OU ET QUAND ? prendre date

- Lagny sur Marne le 3 octobre et le 14 octobre
- Moret le 7 octobre
- Agglomelunaise le 8 octobre
- Montereau le 10 octobre
- Tournan le 10 octobre
- Nangis le 17 octobre

**à dater :** *Mitry - Chelles - Champs - Torcy - Meaux - Crécy - Ferté - Coulommiers - Provins - Brie/Sénart - Roissy - Rozay - Snecma - Fontainebleau - Nemours*

**RAPPEL : Conférence nationale 8 et 9 novembre : Propositions adaptables de participation par section pour le dimanche 9 au matin (40 camarades minimum - à titre indicatif)**

MITRY 5 - CHELLES 4 - LAGNY 3 - CHAMPS 3 - TORCY 4 - MEAUX 3 - CRECY 2 - FERTE 2 - COULOMMIERS 2 - MONTEREAU 2 - NANGIS 2 - PROVINS 1 - AGGLO 5 - BRIE/SENART 2 - ROISSY 3 - TOURNAN 2 - ROZAY 1 - SNECMA 2 - FONTAINEBLEAU 2 - MORET 2 - NEMOURS 2.

**Communiquer à la fédération les dates de réunions et le nombre de participants pour le 9 au fur et à mesure de vos connaissances**

# Suite de notre bataille départementale contre la réforme territoriale

## Communiqué de presse du 7 octobre

### Élus et citoyens contre la disparition des communes.

Suite à l'annonce du préfet de Région sur le redécoupage obligatoire des communes en de gigantesques territoires, des élus, de diverses sensibilités, de Seine-et-Marne ont lancé un appel à l'ensemble des élus et citoyens. Ce dernier condamne le regroupement autoritaire des communes et soutient une coopération choisie, défendant la démocratie locale et les services publics.

Lors de la conférence de presse du 7 octobre, les élus, en présence de Michel Billout, sénateur et maire de Nangis, Charlotte Blandiot-Faride, conseillère régionale et adjointe au maire à Mitry-Mory, Yannick Guillot, maire de Saint-Ouen-en-Brie et vice-président de la communauté de communes de la Brie Nangissienne ont exposé les conséquences dramatiques de cette réforme non seulement pour les collectivités territoriales mais aussi pour les citoyens. Ils ont

annoncé un renforcement de leurs actions afin de rendre ce débat public.

Ils seront présents vendredi matin au congrès des maires de Seine-et-Marne pour diffuser plus largement l'appel. Des réunions publiques dans différentes villes du département sont également prévues. Leur objectif est de rassembler le plus largement possible autour de cette question pour faire évoluer la situation.



Conférence de presse à Nangis le 7/10

Le gouvernement doit définitivement revoir sa copie et arrêter de jouer à l'apprenti sorcier. Une cohérence de la gouvernance est indispensable si nous voulons répondre aux véritables besoins des populations.

**Une course de vitesse est engagée, nous avons deux mois devant nous pour mettre en échec ce projet.**

**Nous devons engager maintenant en grand la bataille publique auprès des populations avec l'appel en main dans tout le département, dans tout les lieux publics dans toutes les sections.**

**Nous devons organiser rapidement des lieux de rencontres pour informer et débattre des dangers de cette réforme avec les seine-et-marnais.**

*(en pièce jointe pétition pour une utilisation militante)*

**Appel aux élus, aux citoyens de Seine-et-Marne**  
**NON au regroupement autoritaire des communes**  
**OUI aux coopérations, à la démocratie, aux services publics**

**J'AI MA COMMUNE MON DÉPARTEMENT**

**PLUS UN SOU POUR LE CAPITAL**

**PCF FRONT DE GAUCHE**

## APPEL POUR UN RÉFÉRENDUM SUR LA RÉFORME TERRITORIALE EN COURS POUR UN NOUVEL ÉLAN DÉMOCRATIQUE DONNONS LA PAROLE AU PEUPLE

Après la loi d'affirmation des métropoles, la réforme territoriale annoncée tambour battant dans la foulée des élections est en train d'être adoptée au pas de charge, sans débat ni concertation. Il s'agit de changements majeurs qui mettent en cause le socle républicain en réduisant de façon considérable les espaces d'intervention citoyenne, en portant des coups sévères à la capacité d'action de la puissance publique, en mettant à mal l'égalité entre les territoires. Cette logique doit être refusée. Cela doit se faire dans un grand mouvement de réappropriation populaire et d'intervention citoyenne. **C'est pourquoi, nous demandons - c'est là, la seule urgence véritable - un grand débat public ainsi que la consultation de notre peuple par référendum sur la réforme territoriale en cours.**

## Manifestation intersyndicale «Contre l'austérité»

### L'austérité nous plonge dans la crise : ça suffit !

La situation est de plus en plus difficile pour les salariés, la majorité de la population. Forte hausse du chômage, de la précarité, aggravation de la pauvreté et des inégalités...

Le pouvoir confirme le « cap de l'austérité » dans ses choix économiques. Ainsi, à la fin août, le premier ministre fut applaudi par le grand patronat à l'université d'été du MEDEF. En effet, le gouvernement maintient son objectif : mise en place du pacte de responsabilité ! : 35 milliards de cadeaux aux employeurs (suppression des cotisations sociales branches familles) et 50 milliards « d'économies » sur les budgets publics ! La CGT réaffirme son opposition résolue au pacte de responsabilité qui va encore aggraver la crise ! D'autres organisations syndicales également.

Des plans d'économies de plusieurs milliards d'euros sont annoncés au détriment des dépenses de santé, des hôpitaux, du remboursement des médicaments, blocage des salaires et remise en cause de services publics, gel des pensions et baisse de revenu pour de nombreux retraités...

Cela est inacceptable alors que les employeurs bénéficient déjà de plus de 220 milliards d'exonérations ou d'aides publiques :

ni l'emploi, ni la formation n'en bénéficient mais cela gonfle les profits des entreprises et les dividendes versés aux actionnaires ! Au 1er semestre 2014, les dividendes versés aux actionnaires du « CAC 40 » ont augmenté de +30 % (dividendes versés en 2013 : 218 milliards d'euros !). C'est la démonstration que l'argent existe, et qu'il faut une autre répartition et utilisation des richesses !

C'est dans ce contexte que va s'ouvrir à l'Assemblée nationale le débat sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale. La CGT considère que les salariés doivent être informés et intervenir pour exiger des mesures immédiates pour l'augmentation des salaires, le pouvoir d'achat, l'emploi et ainsi relancer la croissance et contribuer au financement de la protection sociale ! Il faut se mobiliser, car le patronat profite d'une situation où le gouvernement est à «son service» pour en demander toujours plus : déréglementation du temps de travail (dimanche et travail de nuit), attaque contre le SMIC, remise en cause des représentants des salariés dans les entreprises. Ces projets sont dangereux, inacceptables. Ils ne répondent qu'aux seules attentes du patronat !

**Paris : Nation /République par Voltaire départ13h  
RdV du Front de gauche à 13h30 au Bataclan**

### Elections départementales de mars 2015



Valls invente l'austérité... pour la démocratie !

L'article 46 du projet de Loi de finance, déposé à l'Assemblée nationale le 1er octobre par le gouvernement, prévoit pour les élections départementales de mars 2015, de supprimer l'envoi postal au domicile de chaque électeur des professions de foi et des bulletins de vote des candidats, et de le remplacer par une publication sur Internet.

Décidément pour ce gouvernement tout est un coût : le travail, la famille, la santé, les collectivités territoriales et maintenant l'expression de la démocratie, et maintenant l'égalité des citoyens devant le suffrage universel. Après l'austérité économique et sociale, voici l'austérité démocratique.

Les élections départementales en raison du nouveau mode scrutin, du charcutage électoral des cantons et du « coup d'Etat » contre les départements, risquent de connaître une abstention record. Il est donc singulier de voir le gouvernement prendre des dispositions qui vont démobiliser encore plus l'électorat. On peut s'interroger si au fond, ce n'est pas l'effet escompté ? Il est vrai qu'alors que l'exigence populaire d'un référendum sur l'avenir des départements grandit dans le pays, les élections départementales s'annoncent particulièrement catastrophiques pour le couple Valls-Hollande.

**Le Parti communiste français demande solennellement à Manuel Valls de retirer l'article 46 de son projet de Loi de finance en raison de son caractère attentatoire à la démocratie et à l'égalité des citoyens devant le suffrage universel.**

### Tout sur les commémorations :

**Vendredi 17 octobre  
17H45 :** Veillée du souvenir devant le monument des 50 otages à Nantes.

**Samedi 18 octobre  
11H00 :** Dépôt de gerbes, dans la cour du château et sur le lieu du camp de Choisel à Châteaubriant

**15H00 :** Hommage à Fernand Grenier, dépôt de gerbe rond point Fernand Grenier à Châteaubriant.

**Dimanche  
19 octobre  
08H45 :** Hommage aux époux Kéritel et aux résistants indrais, au Môle, devant la stèle de Léonce et Eugène Kéritel à Indre.

**10H00 :** Hommage aux neuf fusillés du 15 décembre 1941 à la Blisière à l'orée de la forêt de Juigné des Moutiers.

**13H45 :** Départ du défilé au rond-point Fernand Grenier de Châteaubriant.  
**14H30 :** Commémoration dans la carrière des fusillés à Châteaubriant. Evocation historique sur le thème « Libres et dignes » précédée d'une allocution de Jacques Chabalier, membre de l'exécutif du PCF en charge de la vie du parti.

**Mercredi 22 octobre**

**09H45 :** Hommage aux 50 otages, devant le Monument à Nantes.

**10H40 :** Hommage aux 16 fusillés du terrain du Bêle

**11H45 :** Hommage aux résistants inhumés au cimetière de la Chauvinière  
**14H30 :** Commémoration dans la carrière des fusillés à Châteaubriant. Evocation historique sur le thème « Libres et dignes » précédée d'une allocution de Jacques Chabalier, membre de l'exécutif du PCF en charge de la vie du parti.

